

Sylvie Brunel, Marc Lohez
19 octobre 1999

Géopolitique de la faim

Les limites et les problèmes de l'action humanitaire

S. Brunel rappelle d'abord les limites de l'action humanitaire et les pièges qui l'attendent : les organisations comme ACF ont désormais davantage de moyens (l'association gère un budget de 300 millions de francs contre trente millions il y a dix ans) ; elles se sont professionnalisées ; mais cela conduit à une certaine déshumanisation. L'humanitaire ne peut, d'autre part, traiter à lui seul la malnutrition qui représente 800 millions de personnes ; il n'est pertinent qu'en cas de famine ; mais ces famines sont de plus en plus provoquées par les gouvernements ou les chefs de guerre pour faire venir l'aide et la détourner.

Malgré la disparition de la guerre froide, le nombre d'endroits où la faim est devenue une arme s'est multiplié : ainsi, lors des conflits au Liberia, en Somalie et au Sierra Leone, les populations auraient du survivre car l'agriculture de ces pays pouvait les nourrir, mais une politique de pillage et de regroupements dans des camps a volontairement conduit à la catastrophe humanitaire, donnée en spectacle à l'occident pour faire jouer le réflexe pavlovien de la main au portefeuille. L'aide est ensuite détournée au profit de l'effort de guerre.

D'autre part, les organisations sont désormais confrontées à la concurrence des états et des militaires qui font de l'humanitaire ; les gens sur le terrain en viennent à représenter leur état d'origine et sont ainsi à la merci de représailles.

Débats

Jean-Louis Mathieu lance le débat avec une question sur les guerres civiles anciennes, dont les médias parlent peu (Angola, sud-Soudan) : quelle est la situation alimentaire, comment les organisations peuvent intervenir ? Sylvie Brunel fait d'abord la distinction entre les pays dont l'Etat s'est effondré et où les organisations doivent négocier avec les factions et les états organisés comme le Soudan, la tâche est alors plus difficile. En fait ils contrôlent surtout les villes, encerclées par la guérilla. Au Soudan, ACF avait deux missions : l'une à Khartoum, soumise au contrôle tatillon des autorités et l'autre dans le sud chrétien et animiste. Mais dans cette partie méridionale du pays, la situation des organisations humanitaires n'est guère meilleure car les opposants détournent eux aussi l'aide pour l'effort de guerre. Les populations étaient parquées dans les camps et lorsque ACF a demandé à faire une enquête nutritionnelle, ils ont été expulsés du sud Soudan. Selon S. Brunel, ACF peut rester très longtemps expulsé car il y a au sud Soudan beaucoup d'associations religieuses qui en profitent pour évangéliser les populations. Ce genre de situation de plus en plus fréquente pousse ACF à tenter d'obtenir que les affameurs soient jugés par la justice internationale.

Eric André porte alors le débat sur l'attribution du Nobel à MSF et sur le devoir d'ingérence. Pour S. Brunel, on peut se demander si on ne voulait pas éviter de donner ce prix à des dissidents chinois. La conseillère d'ACF pense que Médecins du Monde aurait dû être primé : ce sont eux qui ont "inventé" le devoir d'assistance en 1988 et qui ont permis la jurisprudence actuelle de l'ONU dans ce domaine. L'âge d'or du devoir d'ingérence a duré de 1990 à 94 ;

après, il a été limité par les Etats-Unis soucieux de ne pas recommencer l'expérience somalienne. L'ingérence reste à construire même si l'idéal serait que la sécurité collective fonctionne.

Croissance démographique et problèmes alimentaires

La croissance démographique a été mise en relation avec les possibilités de l'agriculture : S. Brunel est plutôt optimiste : la croissance se ralentit (78 millions ces dernières années au lieu de 100 millions d'habitants en plus par an dans les années 80). La populations mondiale ne doublera sans doute plus ; même des "roches dures" de la croissance démographique voient leur dynamisme démographique marquer le pas (Afrique subsaharienne) S. Brunel rappelle la formule de Pierre Gourou : "le nombre d'homme dépend des structures d'encadrement et de l'aménagement de la production" Or, la révolution verte a permis d'économiser 100 millions d'ha(mais les nappes phréatiques ont souffert de l'irrigation et de l'utilisation brutale d'engrais). Dans les laboratoires de I R I, on travaille à des espèces améliorées ; l'Afrique subsaharienne est en réserve d'intensification puisqu'elle n'utilise que 11 kg d'engrais à l'ha. Ce qui manque aux paysans africains, c'est d'être mieux rémunérés et en sécurité.

D'autre part, une révolution doublement verte est en marche, qui cherche à mettre en valeur des terres marginales et à améliorer d'autres variétés de plantes. Sylvie Brunel pense que les OGM doivent être surveillés mais pas systématiquement rejetés. Le problème de ce développement agricole, c'est qu'il ne fonctionne qu'avec une demande solvable ; c'est pour cela qu'il laisse 800 millions de personnes de coté. La solution est donc politique : elle nécessite la coopération et des états motivés.

J.P Charvet est plus inquiet : La révolution verte pose un problème de "timing", elle avance doucement. Or nous serons un milliard de plus dans 13 ans ce qui représente un besoin en céréales de 330 millions de tonnes en plus (le consommateur moyen absorbe 3,3 quintaux par an) ; c'est l'équivalent de la production des Etats-Unis. L'ensemble des terres cultivées représente 1500 millions d'hectares ; le solde des terres défrichées et celles perdues par l'érosion et l'urbanisation est nul (environ 15 millions d'ha d'un coté comme de l'autre) ; seule l'augmentation des rendements permet l'augmentation de la production.

Jean-Louis Mathieu rappelle alors que si la population mondiale croit, elle vieillit également, et l'on sait que le vieillard mange moins.

Un intervenant sénégalais se méfie de la 2ème révolution verte que concocte le nord ; la première chasse déjà les petits paysans ; or, en Afrique, ce sont les petits paysans qui sont dynamiques. Sylvie Brunel explique que l'Afrique se nourrit d'une infinité de plantes et que la recherche a du mal à y développer une variété généralisable. L'agriculture se développe quand le paysan profite de la proximité d'une ville ; d'autre part, une bonne partie du dynamisme agricole africain passe inaperçu à cause de l'autoconsommation. Il y a toutefois deux sources d'inquiétude : l'ouverture des marchés par l'OMC et le faible intérêt de l'agriculture aujourd'hui ; la coopération publique bat de l'aile et les moyens manquent. Les pays d'Afrique où l'on mange le moins sont ceux qui sont les mieux dotés : le problème est une fois encore celui des débouchés pour les agriculteurs. Au Tchad, avec l'intervention d'ACF les rendements ont augmenté. Mais les paysans n'ont pas pu vendre leurs surplus et sont donc revenu à l'autosubsistance ; il faut intervenir en aval ; S. Brunel montre le décalage entre des paysans du nord très aidés et ceux du sud soumis à la concurrence.

Croissance démographique et problèmes alimentaires

Le débat change alors de thème pour revenir sur l'action humanitaire : l'équilibre entre l'action ponctuelle et le long terme, le rôle des organisations dans "l'aménagement" du territoire qui accompagne souvent guerre civiles et famines.

Sylvie Brunel est contre le mythe du camion salvateur, avec ses abus : les distribution de n'importe quoi, n'importe où ; cela s'est passé récemment avec le Kosovo (les ports submergés, les poubelles des camps qui débordaient...). ACF a pour politique d'acheter sur place quand cela est possible. Quant à l'action à long terme, ACF ne peut s'occuper "que" de 3 millions de personnes ; après avoir nourri dans l'urgence, l'organisation passe à la réhabilitation, l'action globale : distribution de semences, trouver des activités rémunératrices, favoriser la sanitation.

S. Brunel a voulu montrer que les organisations humanitaires n'étaient pas responsables d'une réorganisation de l'espace aux dépens des peuples déplacés : les politiques de déguerpissement ou de regroupements commencent avant l'arrivée des humanitaires. La présence des organisations est toutefois attractive mais ces dernières tentent d'encourager le retour des réfugiés chez eux en diminuant progressivement les distributions et en les aidant à rentrer chez eux.

Dans les associations humanitaires, le rôle du géographe est donc de montrer la complexité de la situation quand d'autres ne verraient que des estomacs à remplir.

Le débat s'achève sur l'action humanitaire dans les pays développés et la politique médiatiques des organisations pour collecter des fonds. L'humanitaire prospère dans les lacunes du social, mais ACF s'est limité à ce qu'elle savait faire (lutter contre les crises nutritionnelles) ; en France, le terrain est toutefois balisé par de nombreuses associations en liaisons avec les pouvoirs public. ACF s'est donc limité à faire des cantines en Russie et elle a installé une épicerie sociale à Lille. Certaines organisations trouvent toutefois judicieux de mettre en vitrine des actions en France afin de collecter des fonds...

Les associations humanitaires sont contraintes de tenir compte du fait que le donateur n'est pas un être relationnel : il faut faire jouer les sentiments, ne pas le heurter, sélectionner les populations à mettre en vitrine. La relation avec les médias est ambiguë : en Sierra Leone, ACF avait entraîné une équipe de reportage tv, qui sur place se montrèrent déçu car il n'y avait pas assez d'affamés à filmer ; puis, la présence de l'organisation attira des gens par milliers ce qui permit de filmer des images

Compte-rendu : Marc Lohez